

## **Décision n° 99–574 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 7 juillet 1999 attribuant des ressources en numérotation à la société Médiaréseaux Marne (numéros de la forme 01 70 02 MC DU)**

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1998 autorisant la société Médiaréseaux Marne à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir un service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 du 3 février 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–913 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 6 novembre 1998 portant réservation de ressources en numérotation à la société Médiaréseaux Marne (numéros de la forme 01 70 02 MC DU, 01 70 04 MC DU et 01 70 05 MCDU) ;

Vu la demande de la société Médiaréseaux Marne reçue le 21 juin 1999 ;

Après en avoir délibéré le 7 juillet 1999 ;

Décide :

Article 1er –

Les numéros de la forme 01 70 02 MC DU sont attribués à la société Médiaréseaux Marne pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire du Raincy ;

Article 2 –

La société Médiaréseaux Marne acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés ;

Article 3 –

Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 –

Au 31 janvier de chaque année, la société Médiaréseaux Marne adresse à l'Autorité de régulation des Télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués ;

Article 5 –

Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1999

Le Président

Jean-Michel Hubert